



HAL
open science

Reconstituer en politiste la géographie de mobilisations passées: quelques enjeux méthodologiques à partir du cas de la gauche révolutionnaire turque dans les années 1970 à Istanbul et Ankara

Paul Cormier

► To cite this version:

Paul Cormier. Reconstituer en politiste la géographie de mobilisations passées: quelques enjeux méthodologiques à partir du cas de la gauche révolutionnaire turque dans les années 1970 à Istanbul et Ankara. *Carnets de géographes*, 2019, 12, 10.4000/cdg.4174 . hal-03086128

HAL Id: hal-03086128

<https://hal.science/hal-03086128>

Submitted on 8 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Reconstituer en politiste la géographie de mobilisations passées : quelques enjeux méthodologiques à partir du cas de la gauche révolutionnaire turque dans les années 1970 à Istanbul et Ankara

Paul CORMIER

Centre Emile Durkheim – Université de Lausanne

Résumé : Consacrée aux conséquences biographiques de l'engagement militant au sein des groupes révolutionnaires étudiants en Turquie au cours de la décennie 1970, ma thèse de doctorat a progressivement intégré l'analyse de la dimension spatiale de ce militantisme en milieu urbain. En se basant sur une enquête de terrain réalisée en Turquie entre 2012 et 2015, cet article vise à préciser les enjeux et limites méthodologiques auxquels j'ai été confronté en tant que politiste pour reconstituer la géographie et établir la cartographie de ces mobilisations passées.

Mots clés : méthodologie, géographie des mobilisations, terrain, Turquie

Abstract: Dedicated to the biographical consequences of political activism within revolutionary student groups in Turkey during the 1970s, my doctoral thesis gradually integrated an analysis of the spatial dimension of this activism in urban areas. Based on a field survey conducted in Turkey between 2012 and 2015, this article aims to clarify the issues and methodological limits that I faced as a political scientist to reconstruct the geography and map these past mobilizations.

Keywords: methodology, geography of mobilizations, fieldwork, Turkey

Ce texte est le fruit d'un décalage¹. Ce décalage s'est produit au cours de l'enquête de terrain menée dans le cadre de ma thèse de doctorat en science politique. Consacrée aux conséquences biographiques de l'engagement militant au sein des groupes révolutionnaires étudiants au cours de la décennie 1970 (Cormier, 2016), elle a progressivement intégré

¹ Cet article est une version remaniée d'une communication présentée au congrès de l'Association française de science politique le 23 juin 2015 et intitulée « Opérationnaliser les espaces du militantisme en contexte répressif, enjeux théoriques et méthodologiques. Le cas de la gauche radicale turque dans les années 1970 à Ankara et Istanbul ».

l'analyse de la dimension spatiale de ce militantisme² en milieu urbain, au point que cette dernière en constitue un axe structurant. Cette perspective m'a conduit à arpenter la littérature disponible en sciences sociales sur cette question tout en dégagant des questionnements spécifiques liés à l'éloignement historique de mon objet d'étude qui interdit de rendre compte *in situ* des mobilisations dans l'espace urbain obligeant ainsi à une reconstitution *a posteriori*. Cet article vise donc à préciser les enjeux méthodologiques auxquels j'ai été confronté pour reconstituer la géographie et établir la cartographie de ces mobilisations passées.

Les conflits dans la Turquie des années 1970 : quelques éléments de contexte

Au cours de la décennie 1970, la Turquie, comme nombre de pays européens et du Moyen-Orient, connaît une importante vague de contestation politique sur fond de crise économique, politique et sociale (Gourisse, 2014). Le conflit oppose un mouvement de gauche protéiforme, allant du syndicalisme alors en plein développement aux partis politiques socialistes en passant par des groupes issus des milieux étudiants tentés par l'action armée, à une extrême-droite fortement structurée. Les affrontements de plus en plus violents entre militant.e.s d'extrême gauche et droite font près de 5 000 victimes entre 1975 et 1980 sur l'ensemble du territoire. Jusqu'à la proclamation de l'état de siège dans la majorité des départements en décembre 1979, l'État turc parvient difficilement à maintenir l'ordre et à mettre un terme aux dynamiques de radicalisation politique à l'œuvre. Celles-ci sont particulièrement sensibles dans les grands centres urbains, comme Istanbul et Ankara, qui concentrent la majorité des groupes révolutionnaires étudiants. Cette décennie de fortes tensions sociales se clôt avec le coup d'État du 12 septembre 1980 qui installe un régime militaire (1980-1983) et réprime durement la gauche (Bozarslan, 1997).

Le déroulement de l'enquête de terrain m'a rapidement amené à affiner le cadrage initial de l'objet. En premier lieu, la prise en compte des spécificités locales de l'action militante m'a amené à concentrer mon attention sur les deux principales villes du pays, Istanbul et Ankara. Ces deux métropoles constituent à la fois des milieux différenciés de développement du militantisme révolutionnaire et concentrent à l'heure actuelle un grand nombre de militant.e.s engagé.e.s au cours de cette décennie, ce qui a facilité l'enquête. L'approche à la fois localisée et comparée s'est avérée particulièrement productive. À la lecture des archives de presse et des mémoires militants lors de mon premier terrain, l'importance de la concurrence à laquelle se livraient les groupes politiques dans l'espace urbain au cours de la décennie 1970 est progressivement apparue comme un caractère central des mobilisations. Elle m'a conduit dès mon retour à exploiter des travaux sur la dimension spatiale des mobilisations en science politique et en géographie et à orienter la collecte des données dans ce sens lors des deux terrains suivants. J'ai alors travaillé à constituer, à partir d'un croisement des données, des cartes d'Istanbul et d'Ankara qui donnent une idée du déploiement des mobilisations dans l'espace urbain. L'appréhension de cette dimension géographique du militantisme a permis, d'un point de vue analytique, de rejoindre l'idée selon

² Au sens où « toute action collective, contestataire ou non, a une dimension spatiale structurante : l'émergence, la diffusion, la coordination, l'organisation, l'action, la revendication, la stratégie, la tactique, etc. ont leurs lieux, leurs positions, leurs distances, leurs espaces, leurs échelles, etc. Cette dimension est donc interrogée comme condition habilitante et contraignante de l'action collective, comme moyen, enjeu et produit des conflits sociaux) » (Ripoll, 2000 : 33).

laquelle l'occupation de l'espace constitue un moyen d'accumuler des ressources pour les organisations militantes (Ripoll, Veschambre, 2005) et de créer une hégémonie politique³ sur un territoire, y compris par l'usage de la violence (dont on peut ainsi mieux rendre compte). Ensuite, le contrôle de l'espace constitue un capital symbolique non négligeable : l'extension spatiale du réseau militant ou le contrôle de lieux symboliques permettent de juger de l'importance de l'organisation concernée.

Depuis quelques années, la question de l'espace géographique connaît un retour dans les questionnements théoriques des sciences sociales (Warf, Arias, 2014). Cela se perçoit également en ce qui concerne le rôle de l'espace dans la compréhension des mouvements sociaux (Hmed, 2008). Si la nécessité de réincorporer l'espace physique dans l'analyse des mobilisations afin de ne plus les laisser « sur la tête d'une épingle » (Massey, 1994 : 4), est aujourd'hui largement partagée, c'est sur des questions méthodologiques que je voudrais m'arrêter à travers le récit d'une expérience de recherche menée hors des sentiers battus disciplinaires classiques. En effet, une fois actée la nécessité d'analyser la manière dont l'espace est approprié et perçu par les mouvements sociaux, il a fallu se pencher sur les moyens d'opérationnaliser méthodologiquement et empiriquement cette profession de foi. Or, les propositions en la matière sont le plus souvent éparées, lacunaires, sans grande cohérence⁴ et font appel à des compétences qui ne sont guère celles des politistes. J'ai ainsi opéré un détour prudent par la géographie au sein de laquelle j'ai trouvé des idées et des méthodes en lien avec ma problématique que j'ai par la suite reformulées au contact du terrain. C'est ce travail de « reconstitution » qui relève davantage du « bricolage », cher à Roger Bastide (Bastide, 1970), sur le terrain que je me propose de présenter ici afin de le soumettre à la discussion. J'évoquerai d'abord mon dispositif méthodologique d'enquête avant d'en souligner les apports et les limites.

Sources et conduite de l'enquête : comment s'y prendre quand on est sur le terrain ?

Reconstituer socialement et géographiquement un champ multi-organisationnel (Curtis, Zurcher, 1973) passé oblige à affronter une première difficulté : comment rendre compte de l'insertion de groupes politiques dans des espaces physiques considérablement transformés depuis quarante ans ? Et sur quelles sources peut-on se baser ?

Je me suis en premier lieu appuyé sur les données statistiques⁵ (population, croissance urbaine, etc.) et les travaux scientifiques récents ou plus anciens disponibles et consacrés aux transformations sociales, économiques et politiques de la Turquie au cours de la période étudiée (Ahmad, 1993 ; Heper, Hayari, 2012 ; Zürcher, 2004). Je les ai complétés par les

³ Cette hégémonie est, suivant les cas, obtenue par la suppression, par intimidation ou expulsion, des offres politiques concurrentes et par l'absorption des noyaux militants autonomes.

⁴ L'analyse géographique s'est parfois déployée dans une perspective synchronique, par exemple à travers l'étude de trajets de manifestations (Rolland-Diamond, 2011) ou l'analyse d'affrontements entre protestataires et forces policières (Davenport, Johnston, Mueller, 2004 ; Fillieule, Della Porta, 2006). Mais elle n'est que rarement pensée diachroniquement à différentes échelles en sociologie de l'action collective. Les rares tentatives en la matière viennent davantage des géographes (Ripoll, 2005).

⁵ En particulier celles produites par l'Institut Statistique de Turquie (Türkiye İstatistik Kurumu – TÜİK) (TÜİK, 2010).

éléments disponibles concernant les dynamiques urbaines à l'œuvre dans les deux villes au cœur de mon étude afin de construire la comparaison : monographies successives (Aydm, Türkoğlu, Emiroğlu, Özsoy, 2005), études spécialisées (Karpas, 1976) et résultats électoraux⁶. En dépit de leurs différences, ces villes sont, dans les années 1970, l'une comme l'autre en pleine transformation et concentrent en leur sein la majeure partie des institutions d'enseignement supérieur d'alors, lieux où se développent les groupes politiques qui sont au cœur de ma recherche. Les sources employées par ailleurs relèvent davantage des méthodes classiques de la sociologie et de la science politique, à savoir le croisement de sources de presse⁷, d'archives militantes, de documentaires consacrées à cette période ainsi que de photographies⁸ afin de recouper aussi systématiquement que possible les dates et les lieux mentionnés. C'est par le croisement de ces différentes sources que j'ai commencé à reconstituer les espaces et les circulations militantes à Istanbul et à Ankara pour la période 1974-1980. J'ai ensuite mis ces données de seconde main en regard de mon enquête de terrain menée sur place entre 2012 et 2015. J'ai conduit une quarantaine d'entretiens biographiques avec des militant.e.s investi.e.s dans les différents groupes révolutionnaires turcs des années 1970 à Istanbul et Ankara. Ce corpus a été complété par l'étude systématique de dix-huit mémoires publiés par d'ancien.ne.s militant.e.s de gauche à cette période, dans la perspective d'exploiter les éléments biographiques mais aussi les données historiques et géographiques mentionnées et les représentations qu'en ont les individus : lieux et trajets des manifestations, lieux de sociabilité, localisation des événements marquants narrés par l'auteur.ice, etc. Ils rendent compte, parfois avec davantage de précision, des lieux et souvenirs évoqués au cours des entretiens.

D'un point de vue méthodologique, j'ai fait le choix de réserver un pan de chaque entretien biographique à la question des espaces du militantisme – mais aussi de tous les espaces de vie alors investis par les militant.e.s – afin de connaître leurs parcours géographiques au sein du pays (migrations, vacances scolaires) et au sein de la ville, qu'ils soient résidentiels (quartiers successivement habités), ou qu'ils concernent leurs déplacements (logement/université, logement/café, etc.). Au cours de plusieurs entretiens, j'ai mobilisé une carte de la ville d'Istanbul ou d'Ankara afin de repérer avec les militant.e.s les espaces qu'ils/elles mentionnaient, en leur demandant éventuellement de me les montrer et de circonscrire sur celle-ci les espaces et trajets quotidiens ou ponctuels qu'ils/elles gardaient en mémoire. Ils/elles se sont par ailleurs montrés très réceptifs/ives à cette approche. Si elle n'est pas exempte de limites (cf. infra), cette méthode s'est avérée productive car elle permet des

⁶ Ces travaux et ces données permettent d'établir un lien entre la répartition des populations dans l'espace urbain et l'entrelacement des clivages sociaux – classe, ethnicité (turc/kurde), religion (sunnite/alévi), origine géographique – et politiques (gauche/droite). Parallèlement, et au risque d'une simplification abusive, on constate que les populations urbaines dominées (religieusement, socialement et ethniquement) tendent à se ranger derrière la gauche social-démocrate et/ou socialiste. Les dynamiques de la conflictualité politique au cours des années 1970 ont renforcé ces alignements, notamment en raison du discours de l'extrême droite qui revendique la turcité et l'islam sunnite et fait des minorités le bras armé de la pénétration communiste en Turquie (Bozarlsan, 1999).

⁷ J'ai dépouillé et recoupé les deux principaux quotidiens turcs de l'époque, *Milliyet* et *Cumhuriyet*, sur la période 1974-1980.

⁸ Celles-ci ont été collectées auprès des militant.e.s, trouvées dans les archives de presse ou issues de diverses autres sources (archives mises en ligne...). J'ai veillé à ne considérer que les sources identifiables et datées.

remémorations plus détaillées et plus précises et il semble que c'est là un outil dont il faudrait poursuivre et approfondir l'usage en science politique.

Le premier objectif de la mobilisation des souvenirs liés à l'espace était d'établir une cartographie des espaces urbains investis par les groupes révolutionnaires au cours des années 1970. Il s'agissait également d'analyser ensemble les logiques d'implantation des groupes dans ces différents espaces et la répression mise en place par les autorités pour les contrer. Si les principaux espaces d'implantation des groupes révolutionnaires sont restés les campus universitaires et les centres-villes, on observe dans la seconde moitié de la décennie un élargissement progressif de leur action vers les quartiers périphériques qui concentraient les populations ouvrières et récemment installées. Les groupes de gauche ouvrent alors leur recrutement aux lycéen.ne.s scolarisé.e.s dans ces quartiers, les protègent parfois des incursions des militant.e.s d'extrême droite et se font les porte-parole des demandes des populations récemment urbanisées et marginalisées dans la fourniture des services de base et dans la légalisation des logements construits (Bayat, 1997). Dans cette perspective, je demandais dans un premier temps à mes enquêté.e.s d'identifier les quartiers alors étiquetés comme étant de gauche, de droite ou disputés. Cet aspect s'est révélé très riche car les militant.e.s avaient conservé une mémoire relativement claire des quartiers occupés par leur groupe et les groupes de gauche concurrents ou de droite. Le recoupement des déclarations entre elles et avec les autres sources a ainsi permis d'aboutir à un résultat exploitable et d'identifier des espaces cités de manière récurrente pour leur forte politisation comme les campus universitaires ou les quartiers périphériques évoqués plus haut : Dikmen, Piyangotepe et Yenimahalle à Ankara ou Kağıthane et Kartal à Istanbul par exemple. Il m'a permis également d'identifier des zones de friction ou d'espaces disputés de manière constante ou temporaire. Enfin, il m'a permis de cerner certains lieux de sociabilité importants comme les grands lieux de rassemblements (Kurtuluş à Ankara, Beyazit à Istanbul) mais aussi des lieux plus ordinaires qui n'apparaissaient pas dans les autres sources (librairies, cafés).

Les pouvoirs publics ne restent pas inactifs face à cette implantation politique de gauche dans les espaces urbains. On peut ainsi ébaucher, en miroir de la géographie militante, une approche géographique de la répression. La police ne parvient parfois pas à rentrer dans certains quartiers et n'est pas suffisamment équipée pour faire face aux groupes armés, comme dans le quartier du 1^{er} Mai à Istanbul (Aslan, 2010). Par ailleurs, la politisation de ses effectifs entraîne une politisation de la pratique du maintien de l'ordre. Des militant.e.s et des policiers sont tué.e.s au cours de plusieurs affrontements durant la période. Suite à la proclamation de l'état de siège à la fin de l'année 1978, l'armée se retrouve en charge du maintien de l'ordre. Elle conduit alors de vastes opérations de « reconquête », encerclant les quartiers tenus par les groupes de gauche, rasant les logements illégaux et arrêtant les personnes qui s'y opposent. Ces opérations, poursuivies sous le régime militaire, ont pour effet de déstructurer les relations construites localement entre les habitant.e.s et les groupes de gauche.

Le second objectif à travers la mobilisation de cette méthode était de mettre à jour les circulations individuelles et collectives des militant.e.s à l'intérieur et entre ces espaces politisés. L'intensité des confrontations rendait les déplacements complexes et risqués. La géographie militante de la ville tenait dès lors une place centrale dans le quotidien et

l'expérience des militant.e.s. La part des entretiens consacrés aux circulations m'a permis de mettre à jour différents types de mobilité. En ce qui concerne les mobilités individuelles, par exemple, les étudiant.e.s de l'Université technique du Moyen Orient (ODTÜ), lieu majeur d'implantation de la gauche à Ankara, devaient, lorsqu'ils/elles se rendaient en ville, traverser les quartiers ouest de l'agglomération, où les militant.e.s d'extrême droite étaient bien implanté.e.s. Les minibus étaient régulièrement attaqués à coups de pierre quand ils traversaient le quartier et des bagarres éclataient souvent à cette occasion. Dans certains espaces, les militant.e.s étaient obligé.e.s de modifier leurs itinéraires ou de se déplacer en groupe, comme dans le quartier de Fatih à Istanbul, afin d'éviter d'être agressé.e.s sur le chemin entre les foyers étudiants et l'université. Concernant les circulations collectives comme les manifestations, on observe qu'elles étaient fortement influencées par la géographie politique de la ville et par les soutiens politiques aux mouvements révolutionnaires. Les entretiens indiquent, pour le cas ankariote, que les cortèges partaient souvent des campus universitaires (Hacettepe) pour converger vers Kızılay, point central de la ville en passant par les quartiers de Kurtulus et Cebeci, marqués à gauche, et en évitant les quartiers identifiés comme proches de la droite (Bilici, 2013 ; Göçmen, 2013). Les entretiens réalisés avec des cartes permettent de mieux reconstituer les dynamiques géographiques des contestations et de la répression et de voir comment les caractéristiques sociopolitiques des lieux et des quartiers ont joué un rôle dans l'extension et la rétractation du mouvement. Ces éléments constituent à la fois des apports stimulants mais n'en comportent pas moins des limites liées aux outils employés et aux sources mobilisables.

Quelques difficultés de/pour l'analyse

En dépit de l'intérêt de la démarche de reconstitution présentée ci-dessus et de ses résultats, il n'en reste pas moins qu'elle comporte certaines limites. Ces difficultés sont à la fois d'ordre méthodologique et analytique. Elles concernent aussi bien les sources que les résultats de leur exploitation et les compétences nécessaires à leur mise en valeur (notamment cartographiques).

La première difficulté dans l'entreprise de reconstitution des espaces militants passés réside dans la nature et l'éparpillement des sources disponibles qui obligent à les mobiliser avec rigueur et prudence. Je n'ai pas trouvé au cours de mes recherches de cartes des deux villes dans les années 1970 qui soient exploitables. Je me suis appuyé sur des cartes des deux villes en 1980 et sur des cartes contemporaines plus précises, ce qui n'est pas sans créer des biais potentiels dans les repérages, même si les quartiers et les principaux axes existent toujours. Par ailleurs, on ne peut pas toujours rendre compte de manière assurée de l'ensemble des points d'inscription des groupes dans l'espace urbain : on en connaît parfois la nature (librairies, cafés, siège d'associations) mais on ne peut pas toujours aujourd'hui, du fait notamment de la transformation des villes, retrouver leur emplacement exact. Ces difficultés ont été partiellement compensées par la mémoire des enquêté.e.s qui se souvenaient, en dépit de l'éloignement temporel, des noms du quartier ou des rues où ils/elles fréquentaient un lieu militant et parvenaient à les positionner sur les cartes récentes. D'autres en revanche, ont

déploré leur difficulté à identifier précisément certains emplacements qui étaient alors indiqués de manière plus vague à travers une zone.

Pour autant, l'intérêt de rapporter à l'espace des informations éparses est justement de cristalliser des sédimentations significatives. En ce qui concerne les sources orales issues des entretiens avec les militant.e.s, elles ne sont pas non plus sans poser problème, d'autant qu'elles font appel à des souvenirs datés d'une quarantaine d'années. Les travaux sur la mémoire orale et écrite ont bien documenté les biais impliqués par la mobilisation de ce type de matériau (Descamps, 2006 ; Halbwachs, 1994 ; Lavabre, 1994). Le recoupement des entretiens entre eux et avec d'autres sources permet toutefois de limiter ces faiblesses. Les entretiens permettent de saisir le rapport à l'espace des individus tout en permettant de reconstituer des densités et des caractéristiques significatives de l'espace militant. Il faut donc adopter, compte tenu des sources disponibles, une perspective modeste et rendre compte de logiques situationnelles, organisationnelles et individuelles identifiables qui permettent de saisir les dynamiques à l'œuvre.

Malgré les éléments d'analyse qui m'ont permis d'affiner ma connaissance des registres d'occupation et de circulation dans les divers territoires d'Istanbul et d'Ankara et, du même coup, les logiques présidant aux actions des groupes révolutionnaires, l'analyse comporte un biais fixiste. En effet, elle ne rend pas suffisamment compte de la transformation des implantations et des circulations militantes dans le temps. Les sources disponibles n'offrent qu'une approche statique car le matériau n'est pas assez précis pour dater et/ou localiser précisément tous les événements impliquant les groupes étudiés et ainsi rendre compte de manière dynamique de l'investissement politique de l'espace urbain et de ses recompositions⁹. Ce problème se retrouve dans les entretiens. Si les militant.e.s ont conservé une bonne mémoire des lieux qu'ils/elles fréquentaient ou, au contraire, qu'ils/elles se gardaient d'arpenter, l'élément qui faisait le plus souvent défaut était la temporalité. En effet, les militant.e.s ne pouvaient que rarement répondre à la question des dates d'occupation des espaces, ce qui n'est pas sans effet sur l'analyse. Il faut donc rester prudent quant à la mobilisation de ces données. Je ne suis pas toujours sûr que les espaces aient été occupés tout le temps ni même simultanément tels que j'ai pu les décrire. Si les sources le permettent, il serait pertinent d'établir des cartographies intégrant davantage la dimension temporelle pour mieux rendre compte des dynamiques de circulation et d'occupation successives.

Ensuite, il est difficile d'objectiver l'occupation des espaces urbains par les groupes révolutionnaires. Comment les groupes signalaient-ils leur présence ? Quand peut-on dire qu'un espace est sous contrôle ? Comment l'occupation temporaire mais surtout durable reconfigure-t-elle les espaces ? Il faut encore affiner l'analyse dans cette direction. Si l'on dispose de récits (militants et journalistiques) et de photographies de défilés (1^{er} mai, cortèges funèbres suivant des assassinats) qui permettent de renseigner les circulations, les données concernant la manière dont les cités universitaires sont reconfigurées par les étudiant.e.s et les organisations politiques révolutionnaires sont moins nombreuses. Faute de sources, ce sont les entretiens qui permettent de nous renseigner, mais sans images. Quant aux quartiers des deux

⁹ On retrouve là les mêmes enjeux qu'en ce qui concerne les sources de presse pour étudier les manifestations (Fillieule, 2007).

villes enquêtées, les sources sont disparates et inégales. Certes, elles permettent, sur des points précis, de donner une idée de la politisation de l'espace opérée par les groupes de gauche dans les années 1970. Mais, si on obtient un aperçu de la couleur politique majoritaire des quartiers, on ne peut généralement pas aller davantage dans le détail : quel groupe domine et, s'ils sont plusieurs, lequel domine quelle partie ? Je sais par ailleurs que certaines enclaves du camp opposé pouvaient exister au sein d'un quartier majoritairement dominé par un camp politique (comme dans le cas du quartier de Tandoğan à Ankara). Enfin, le repérage de la mouvance majoritaire ne renseigne pas nécessairement sur les modalités de contrôle de cet espace et leurs transformations (bouclage armé du périmètre, liens avec la population, obtention de ressources spécifiques, etc.) et pose la question de la représentation de ces nuances dans les diverses modalités d'implication au sein d'un espace. Les interactions récurrentes avec les forces de l'ordre (surtout à partir de la proclamation de l'état de siège en 1978) empêchent parfois certains groupes de s'afficher dans un espace et de s'y implanter durablement tout en y conservant d'importants soutiens. Toutes ces questions, loin de se cantonner à la spécificité de cette recherche, me semblent constituer des enjeux plus généraux propres à l'étude de la dimension spatiale de l'action collective.

Il semble utile de terminer cette brève réflexion méthodologique, non sur le contenu de l'analyse en lui-même, mais sur les compétences nécessaires à tout chercheur traitant la dimension spatiale des mobilisations collectives et qui, tout en étant pleinement dans son objet, n'en arpente pas moins ses frontières méthodologiques. J'ai employé des méthodes qui sont des outils classiques des sciences sociales pour mener cette enquête et elles m'ont paru convaincantes en ce qu'elles permettent une spatialisation des discours militants. Toutefois, la spécificité de l'objet appelle des compétences qui dépassent celles que j'ai pu acquérir dans le cadre de ma formation, à commencer par la maîtrise des outils cartographiques. Le passage du recueil et de l'interprétation des données à leurs modalités de figuration (occupation des espaces, circulations et transformations dans le temps...) sur les cartes à ma disposition s'est avéré plus complexe qu'escompté. Il me semble que des échanges méthodologiques et interdisciplinaires, encore trop timides, s'avèreraient fructueux pour traiter à fond de l'objet au cœur de ce dossier.

Bibliographie :

- AHMAD F. (1993), *The Making of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 252 p.
- ASLAN Ş. (2010), *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent* [Le quartier du 1er mai. Ville et mobilisations sociales avant 1980], Istanbul, İletişim, 240 p.
- AYDIN S, TÜRKOĞLU Ö, EMİROĞLU K., ÖZSOY E. D. (2005), *Küçük Asya'nın Bin Yüzü: Ankara* [Mille visages de l'Asie mineure : Ankara], Ankara, Dost, 670 p.
- BASTIDE R. (1970), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, no. 21, pp. 65-108.
- BAYAT A. (1997), *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 256 p.
- BILICI N. (2013), *12 Eylül'e giden yol (Bir hukuk öğrencisinin günlükleri: 1976-1980)* [Sur la route du 12 septembre (Journal d'un étudiant de droit : 1976-1980)], Ankara, Savaş Yayınları, 243 p.
- BOZARSLAN H. (1997), « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, pp.79-89.
- BOZARSLAN H. (1999), « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, vol. 31, pp. 185-244.
- CORMIER P. (2016), *Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militier au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974-2014*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Bordeaux/Université de Lausanne, 535 p.
- CURTIS R-L., ZURCHER L-A. (1973), « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, vol. 52, no. 1, pp. 53-61.
- DAVENPORT C., JOHNSTON H., MUELLER C. (eds.) (2005), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 300 p.
- DESCAMPS F. (dir.) (2006), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 287 p.
- FILLIEULE O., DELLA PORTA D. (dirs.) (2006), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 362 p.
- FILLIEULE O. (2007), « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in Favre P. et al., *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, pp. 215-240.
- GOURISSE B. (2014), *La violence politique en Turquie. L'État en jeu (1974-1980)*, Paris, Karthala, 351 p.
- GÖÇMEN S. (2013), *Fırtınalı denizin yolcuları* [Voyageurs sur une mer démontée], Istanbul, Ayrıntı, 464 p.
- HALBWACHS M. (1994), *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 374 p.
- HEPER M., SAYARI S. (eds.) (2012), *The Routledge Handbook of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 416 p.
- HMED C. (2008), « Des mouvements sociaux 'sur une tête d'épingle' ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, no. 84, pp. 145-165.
- KARPAT K. H. (1976), *The Gecekondu: Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, Cambridge University Press, 291 p.
- LAVABRE M-C. (1994), *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 394 p.

- MASSEY D. (1994), *Space, Place, and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 288 p.
- RIPOLL F. (2000), « Associations et mouvement(s) de chômeurs. De la difficulté à construire un objet de recherche en sciences sociales », *ESO. Travaux et documents de l'UMR 6590*, no. 12, pp. 33-40.
- RIPOLL F. (2005), *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, 741 p.
- RIPOLL F., VESCHAMBRE V. (2005), « L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, no. 195, pp. 7-15.
- ROLLAND-DIAMOND C. (2011), *Chicago le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression*, Paris, Editions Syllepse, 366 p.
- TÜİK (2010), *Istatistik Göstergeler 1923-2009* [Indicateurs statistiques, 1923-2009], Ankara, 720 p.
- WARF B., ARIAS S. (eds.) (2014), *The Spatial Turn. Interdisciplinary Perspectives*, Londres, Routledge, 256 p.
- ZÜRCHER E. J. (2004), *Turkey. A Modern History*, Londres, I. B. Tauris, 418 p.